

11 JAN. 2024

URBANISME

ARE Nord-Pas-de-Calais

MAIRIE D'ARRAS  
6 PLACE GUY MOLLET-BP 70913  
SERVICE URBANISME  
62022 ARRAS CEDEX

Téléphone : 09 70 83 19 70  
Télécopie :  
Courriel : npdc-are@enedis.fr  
Interlocuteur : LENGLET Jennifer

VILLE D'ARRAS  
11 JAN. 2024  
SERVICE COURRIER

Objet : **Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme**

CALAIS, le 05/01/2024

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme PC0620412300049 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

<u>Adresse :</u>	14B RUE DES ROSATI 62000 ARRAS
<u>Référence cadastrale :</u>	Section AH , Parcelle n° 340
<u>Nom du demandeur :</u>	CCIL ARTOIS ARRAS / CCI REGION HDF

Nous avons instruit cette demande sans disposer de la puissance de raccordement nécessaire par le projet. Compte tenu du type de projet, nous avons basé notre réponse sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 36 kVA triphasé.

**en date de ce jour,**

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution sera réalisé par un branchement sans extension<sup>1</sup> de réseau.

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non obtention des autorisations d'urbanisme et par délégation ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation, etc.)



ARRAS, le :

01 MARS 2024

David BOURGEOIS

Nous vous rappelons que l'article 29 de la Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelables de par son article 29 a supprimé le deuxième alinéa du 1° de l'article L. 342-11 du code de l'énergie. De fait les Collectivités en Charge de l'Urbanisme (CCU) ne supportent plus les coûts d'extension hors du terrain d'assiette de l'opération, ce qui a également été rappelée par la délibération N°2023-200 de la commission de régulation de l'énergie (CRE) en date du 23 septembre 2023.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Jennifer LENGLET

Votre conseiller

<sup>1</sup> Au sens de l'article D342-2 du code de l'énergie relatif à la consistance des ouvrages d'extension du réseau public d'électricité.

